

Direction du patrimoine bâti

## ***Centre sportif de la Queue d'Arve Rue François-Dussaud 12***

Transformation de la salle omnisports triple en salle multisports de compétition avec gradins fixes

### ***Mandat d'architecte***

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

**M221TI**

**Procédure ouverte à un tour**

**CAHIER DES CHARGES**

**DOCUMENT A1**

## **TABLE DES MATIERES**

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT
2. INFORMATIONS GENERALES
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION
4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

---

## **DOCUMENTS A RETOURNER COMPLETES A L'ADJUDICATEUR**

- Document B1 (agrafé et non relié)
  - Attestations demandées
-

## **DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE**

(documents consultables et téléchargeables sur le site [www.simap.ch](http://www.simap.ch) en format pdf)

- Document B1, dossier d'appel d'offres, document à remettre par le candidat.
- Conditions générales contractuelles (extrait du règlement SIA 102)
- Plan cadastral au 1/1000
- Plan d'ensemble au 1/250
- Plans scannés : état en 1989
  - Sous-sol
  - Rez-de-chaussée
  - Coupes
  - Façades

## **AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :**

- Directives sur les matériaux proscrits par la loi et les matériaux à proscrire, <http://www.ge.ch>
- Fiches CFC écologiques, <http://www.eco-bau.ch>
- Charte graphique de la Ville de Genève, tarifs et conditions de reproduction de plans et autres documents remboursés aux prestataires de la Ville de Genève, directives relatives à la constitution des dossiers définitifs par opérations (DPBA) sont consultables sur le site [www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-documents-utiles](http://www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-documents-utiles)

## 1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT

Le Département des constructions et de l'aménagement de la Ville de Genève organise un appel d'offres en procédure ouverte à un tour pour le projet :

### **Centre sportif de la Queue d'Arve – rue François-Dussaud 12**

Transformation de la salle omnisports triple en salle multisports  
de compétition avec gradins fixes

*Type de mandataires recherché et aptitudes particulières*

La procédure est ouverte à tous les architectes établis en Suisse ou dans un état signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offre la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent l'une des deux conditions suivantes :

- être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, du diplôme d'architecte des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne ou de Zurich (EPF), de l'Académie d'architecture de Mendrisio, de l'université de Genève, des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS) ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- être inscrit, à la date d'inscription à la présente procédure, dans un registre professionnel : Registre des architectes A ou B du REG (Fondation suisse des registres des ingénieurs, des architectes et des techniciens), MPQ (Mandataires Professionnels Qualifiés) ou dans un registre équivalent.

## 2. INFORMATIONS GENERALES

### 2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

Ville de Genève

Département des constructions et de l'aménagement

Direction du patrimoine bâti

Rue du Stand 25 – 1204 Genève

Fax : 022 418 21 51 – E-mail : patrimoine-bati.dpba@ville-ge.ch

### 2.2 Nature et importance du marché

#### 2.2.1 Objet

Le présent appel d'offres a pour but le choix d'un mandataire architecte pour l'étude et la réalisation d'un projet de transformation de la salle omnisports triple en salle multisports de compétition avec des gradins fixes au centre sportif de la Queue d'Arve.

#### 2.2.2 Descriptif

Le centre sportif de la Queue d'Arve a été inauguré en septembre 1990.

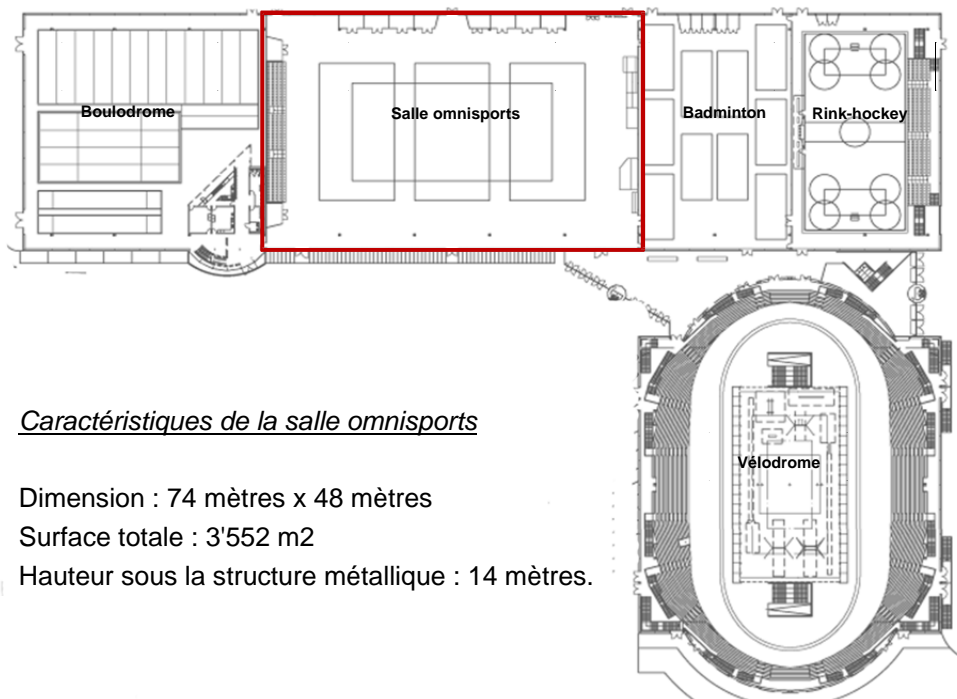
Il comprend au rez-de-chaussée 4 halles (boulodrome, salle omnisports, salle de badminton et salle de rink-hockey) et un vélodrome.

Au sous-sol on trouve les locaux techniques, les abris PC, la réception, l'infirmerie, les WC publics, les vestiaires et l'accès aux halles.

Le service d'urbanisme et le service des sports de la Ville de Genève ont mené une étude sur le développement des centres sportifs Vernets / Queue d'Arve et Bout-du-Monde/Vessy.

Une des options, dans l'attente de la réalisation d'un nouveau pavillon des sports, serait d'adapter l'actuelle salle triple du centre sportif de la Queue d'Arve pour en faire une salle permettant d'accueillir des manifestations sportives.

#### Implantation de la salle omnisports :



#### Caractéristiques de la salle omnisports

Dimension : 74 mètres x 48 mètres

Surface totale : 3'552 m<sup>2</sup>

Hauteur sous la structure métallique : 14 mètres.

### **2.2.3 Programme**

La salle devrait pouvoir accueillir 3'500 places de spectateurs dans les gradins.

Les équipements sanitaires existants au sous-sol couvrent les besoins lors de grandes manifestations.

#### Démontage

Démontage et évacuation des locaux de rangements, des gradins et des murs de grimpe.

#### Structure porteuse

Reprise éventuelle des appuis latéraux de la structure métallique (zone de passage) à définir en collaboration avec l'ingénieur civil.

Création d'accès de secours en façades.

#### Equipements

Remplacement des aérothermes.

Remplacement de l'ensemble de la lustrerie selon nouvel aménagement et installation d'un nouveau tableau électrique.

Création d'exutoires de fumée et remise à niveau des installations de sécurité.

Travaux intérieurs

Reprise complète du sol  
Remplacement des vitrages intérieurs en EI30  
Compartimentage du foyer.

Le centre sportif sera ouvert au public mais l'entrée se fera côté Arve.

**2.2.4 Situation foncière**

La salle omnisports occupe une des halles du centre sportif de la Queue-d'Arve, situé rue François-Dussaud 12 sur la parcelle n° 3297, feuilles 89,90 et 91 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, dont la surface totale est de 56'884 m<sup>2</sup>.

Cette parcelle, propriété de la Ville de Genève, contient plusieurs bâtiments immatriculés au Registre foncier.

Le bâtiment concerné par la présente proposition est le n° K972 dont la surface est de 14'088 m<sup>2</sup>.

**2.2.5 Coût estimé de l'opération**

A ce jour, le coût total de l'opération tous frais compris est estimé à CHF 10'000'000 TTC y compris prestations des services pour investissements et intérêts intercalaires de la Ville de Genève.

Le montant des travaux donnant droit aux honoraires pour l'ensemble du marché est estimé à CHF 7'000'000 HT.

**2.2.6 Prestations du mandataire**

Le mandat comprendra l'exécution des prestations partielles d'architecte, telles que définies dans le règlement SIA 102, édition 2014, pour une rénovation soit :

a)	3	Etude du projet	32 33	Projet de l'ouvrage Procédure de demande d'autorisation
b)	4	Appel d'offres	41	Appels d'offres, comparaison des offres Proposition d'adjudication
c)	5	Réalisation	51 52 53	Projet d'exécution Exécution de l'ouvrage Mise en service, achèvement

Le passage des étapes a et b à l'étape c est tributaire de l'obtention du crédit de construction par le vote en force du Conseil municipal.

- **Etablissement de l'offre**

Le candidat donnera, dans son offre, le détail du calcul estimatif de ses honoraires. Les montants donnant droit aux honoraires ont été estimés par le maître d'ouvrage et seront adaptés au coût réel de l'ouvrage calculé sur la base des décomptes finaux. Il convient de relever qu'au cas où le crédit de réalisation serait refusé par le Conseil municipal, ce seront les montants du devis général – acceptés par le maître de l'ouvrage – qui détermineront le montant donnant droit aux honoraires.

Pour d'éventuelles prestations supplémentaires, le prix horaire moyen offert, net HT, sera celui indiqué dans l'offre. Aucune prestation supplémentaire ne sera exécutée sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Il est rappelé que le tarif horaire accepté par la Ville de Genève est accessible et consultable sous <http://www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-tarifs>.

▪ **Renchérissment**

Les honoraires, à l'exception des montants forfaitaires arrêtés, feront l'objet d'une adaptation au renchérissement selon l'accord suivant :

- Aucune adaptation de la rémunération liée au renchérissement des prix ne sera due pendant trois ans à dater de la date du dépôt de l'offre. Au-delà de cette date, le renchérissement sera calculé conformément aux directives KBOB avec adaptation des indices une fois par année. Le renchérissement est applicable uniquement si la variation de l'indice suisse des salaires nominaux dépasse 2%.

▪ **Frais accessoires**

Les frais de déplacement et d'hébergement éventuels sont compris dans l'offre. Le temps passé en déplacement ne sera pas indemnisé.

**2.2.7 Délais**

Attribution du mandat	mai 2019
Projet définitif, devis général et dépôt de la demande d'autorisation de construire	mai 2020
Dépose du crédit de réalisation	juin 2020
Début du chantier	octobre 2021
Mise à disposition	mars 2023

**3. CONDITIONS DE PARTICIPATION**

**3.1 Délai pour la remise des offres**

Les offres doivent parvenir au plus tard le **15 avril 2019 à 11 h 00**.

**auprès de**

Ville de Genève  
Département des constructions et de l'aménagement  
Unité soumissions  
Rue de l'Hôtel-de-Ville 4 (3<sup>ème</sup> étage inférieur)  
Case postale 3983  
1211 Genève 3  
Horaires : 8h00-12h00 et 14h00-16h00

Les attestations seront remises en même temps que les offres mais **sous pli fermé séparé**.

**Dossier expédié par la poste :** le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

### **3.2 Présentation de l'offre**

Le soumissionnaire doit déposer son dossier sous forme papier en un exemplaire agrafé et non relié accompagné d'un support numérique contenant l'ensemble des documents demandés au format PDF.

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso.

Si le rendu est sous forme de planche, une réduction A3 devra être fournie.

Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier doivent être munis d'une étiquette portant la mention :

**APPEL D'OFFRES M221TI**  
**Centre sportif de la Queue d'Arve – rue François-Dussaud 12**  
**Transformation de la salle omnisports triple en salle multisports**  
**de compétition avec gradins fixes**

### **3.3 Recevabilité de l'offre**

L'adjudicateur ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée ;
- sont validés par le paiement de l'émolument, le cas échéant ;
- proviennent d'un candidat dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2002).

### **3.4 Emolument d'inscription et/ou frais de dossier**

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription ni frais de dossier.

### **3.5 Motifs d'exclusion**

Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

- le dossier est présenté dans une des langues exigées par l'adjudicateur ;
- le dossier est rempli complètement selon les indications de l'adjudicateur, étant précisé qu'aucune modification du cahier des charges ne sera admise ;
- le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables du dossier de candidature.

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier.

Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

### **3.6 Conflit d'intérêts**

Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêts avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêts est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

### **3.7 Incompatibilité**

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure ;
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
- ne fait pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

### **3.8 Nombre d'offres**

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat ou membre associé ou sous-traitant d'un groupe candidat, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.

### **3.9 Association de bureaux**

L'association de bureaux est admise.

### **3.10 Sous-traitance**

La sous-traitance n'est pas admise.

### **3.11 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché**

La langue officielle acceptée est le français.

### **3.12 Devise monétaire applicable**

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est **le Franc suisse (CHF)**.

### **3.13 Propriété et confidentialité des documents et informations**

Tous les documents et études déposés par le candidat sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.



### **3.14 Durée de validité de l'offre**

La durée de validité de l'offre est de 6 mois à compter de la date du dépôt de l'offre.  
Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme.

### **3.15 Variante d'offre**

Les variantes d'offre ne sont admises que si le candidat a rempli intégralement les conditions de l'offre.

### **3.16 Indemnisation**

L'élaboration du dossier ne donne droit à aucune indemnité.

### **3.17 Marché divisé en lots**

L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser les prestations par étapes.

### **3.18 Offre partielle**

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

### **3.19 Taxe sur la valeur ajoutée**

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

## **4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE**

### **4.1 Bases légales**

La procédure est soumise à :

- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95 ;
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95 ;
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01 ;
- la Loi cantonale ou décret d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics (L 6 05.0) ;
- le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007 (L 6 05.01).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

#### **4.2 Engagements de l'adjudicateur**

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

#### **4.3 Délais pour les questions**

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le **25 mars 2019 à 16h00**.

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions, dans un délai raisonnable,

- sur [www.simap.ch](http://www.simap.ch)

L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

#### **4.4 Séance d'information et visite du site d'exécution**

Aucune séance d'information n'est envisagée durant la procédure d'appel d'offres mais le site est accessible en tout temps.

#### **4.5 Ouverture des offres**

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers de candidatures. L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

#### **4.6 Audition des candidats**

Aucune audition n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises.

#### 4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont, dans l'ordre d'importance décroissant, les suivants :

CRITERES D'ADJUDICATION	PONDERATION
1. <b>Références du candidat</b>	<b>40 %</b>
2. <b>Qualité économique globale de l'offre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• prix</li> <li>• crédibilité du prix (heures, tarifs...)</li> </ul>	<b>30 %</b>
3. <b>Compréhension de la problématique</b>	<b>20 %</b>
4. <b>Organisation du candidat</b>	<b>10 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>

#### 4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

#### 4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un candidat qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3.46), notamment pour le prix.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

#### 4.10 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la méthode suivante **T2** : montant de l'offre la moins disante à la puissance 2, multiplié par la note maximale possible (note 5), le tout divisé par le montant de l'offre concernée à la puissance 2. Le prix offert le plus bas peut être celui estimé par l'adjudicateur si celui-ci est justifié pour des raisons de limites budgétaires qui ne peuvent en aucun cas être dépassées et s'il est en-dessous de celui de l'offre la moins disante.

$$\text{Note offre}_x = \left( \frac{\text{Coût offre min}}{\text{Coût offre } x} \right)^2 \times 5$$

#### 4.11 Comité d'évaluation

Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Prénom/Nom	Société / fonction / profession
M. Philippe Meylan	Ville de Genève, Direction du patrimoine bâti (DPBA), Directeur
M. Jean-Michel Perrin	Ville de Genève, DPBA, Adjoint de direction
Mme Cristina Beck	Ville de Genève, DPBA, Architecte responsable d'opérations
M. Simon Schmidig	Bureau MSV, architectes urbanistes Sàrl, Architecte indépendant

#### 4.12 Modifications de l'offre

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.

#### 4.13 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable.

Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les candidats.

#### 4.14 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

#### 4.15 Voies de recours

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;

- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de refus d'inscrire l'entreprise sur une liste, si existante, de soumissionnaires qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente, généralement la chambre administrative de la Cour de Justice de Genève, dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

#### **4.16 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication**

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication, le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Le règlement SIA 102 (édition 2014) est applicable.